

Politique

L'ADPS face à la presse : « Que les Maliens rejettent le préaccord de Ouagadougou et constituent un front populaire pour le salut national »

Le Groupement Politique de Zoumana Sacko l'ADPS (l'Alliance des Démocrates Patriotes pour la Sortie de Crise) a tenu une conférence de presse le vendredi 07 juin dernier. Il s'agissait pour le regroupement d'alerter sur la situation de Kidal, les négociations en cours à Ouagadougou, les élections et les marchés publics. La conférence de presse qui s'est tenue au siège de la CNAS- FASO Héré était présidée par certains membres du directoire de l'ADPS en présence de Zoumana Sacko qui avait pris place dans la salle sans prendre la parole. Dans la déclaration liminaire lue par Lamine Coulibaly, le regroupement réaffirme assumer sa responsabilité historique de toujours exprimer publiquement ses idées pour affirmer ses positions et proposer des solutions. Fidèle à sa vision politique, l'ADPS a toujours remercié la communauté internationale pour son appui tout en fustigeant l'erreur historique qui a constitué à distinguer le MNLA et Aneçardine des autres groupes au motif qu'ils sont Maliens. Pourtant, c'est sur la responsabilité de ces 2 mouvements que tout le désordre a commencé dans le nord de notre pays.

SOURCE: Zénith Balé

Régularité des élections au Mali : Que dit la loi électorale sur la gestion des fameuses cartes NINA ?

L'affaire du marché des cartes NINA pose désormais la problématique de la gestion rigoureuse du processus électoral. A propos, nous avons scruté pour vous la loi électorale pour situer les responsabilités des différents organes en charge des opérations nécessaires à la bonne tenue des élections. En particulier, que doit faire la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) en ce qui concerne la confection, l'impression et la distribution des cartes d'électeur ?

Source: Zénith Balé

Présidentielle du 28 juillet prochain : Le soutien des libéraux à Ben Fana

Le Forum du Réseau libéral africain (RLA), ouvert, le samedi, au Grand Hôtel, sur le thème «La crise au Mali et la gouvernance sécuritaire en Afrique de l'ouest» s'est achevé, le dimanche dernier au Grand hôtel de Bamako, par l'adoption de proposition libérale pour une sortie de crise au Mali et des motions spéciales de remerciement et de soutien au PCR (Parti citoyen pour le renouveau) dont le RLA s'engage à soutenir le président-candidat à la présidentielle de juillet 2013, Ousmane Ben Fana TRAORE.

SOURCE: Maliba Info

Gouvernement

Abattoirs de Bamako : L'abattage se rapproche des normes

Le ministre de l'Elevage et de la Pêche, Mme Diané Mariam Koné, en compagnie de ses homologues de l'Environnement et de l'Assainissement, Ousmane Ag Rhissa, des Affaires religieuses et du Culte, Yacouba Traoré, a visité vendredi l'abattoir frigorifique de Bamako dans la Zone industrielle et celui de Sabalibougou sur la route de Baguinéda pour vérifier que les animaux sont abattus dans les conditions d'hygiène requises et de respect de l'éthique et de l'environnement. Sur les deux sites, la délégation a assisté à l'abattage d'animaux dont la viande est commercialisée dans le District de Bamako. Ainsi, les visiteurs de l'après-midi ont pu se convaincre que la viande sortie des ces installations répond aux conditions d'hygiène et d'éthique. La capacité de l'abattoir de Sabalibougou est de 160 bœufs par jour. Mais, nous arrivons difficilement à atteindre cette capacité maintenant en raison de la faible affluence des demandeurs, a admis l'administrateur provisoire, Ibrahim Diané. L'année dernière à la date de Leilatoul Kadr, c'est-à-dire le 27^e jour lunaire du mois de ramadan, l'abattoir de Sabalibougou a abattu 410 bovins, a-t-il rappelé.

Source: L'Essor

Syndicat autonome des administrateurs civils : Les raisons d'une colère

Le projet de Décret déterminant les conditions de nomination et les attributions des chefs de circonscriptions administratives du ministère de l'Administration Territoriale, de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation a mis en colère le syndicat autonome des administrateurs civils (SYNAC). Celui-ci, dans une lettre adressée à son ministère, dit mettre tous les moyens de droit à sa disposition pour faire échec au projet. En effet, dans cette lettre rédigée après une assemblée générale extraordinaire en mai dernier, il ressort que le projet vise à introduire des militaires et policiers à tous les niveaux de responsabilité dans la gestion des circonscriptions.

Dans les articles 4,19 et 32 du Projet de Décret portant nomination des Gouverneurs, des Préfets et Sous-préfets, le texte stipule que peuvent être aussi nommés, en plus des fonctionnaires de la catégorie A et des magistrats, aux postes de Gouverneur de Région, de Préfets ou de Sous-préfets, les officiers, généraux des Forces Armées et de Sécurité, les officiers supérieurs et les fonctionnaires les plus gradés de la Police. Analyse qui est loin d'être partagée par le syndicat autonome des administrateurs civils qui rappelle dans sa lettre, qu'au moment de l'occupation des régions nord du pays par les groupes terroristes, la majorité des Représentants de l'Etat en poste dans les trois régions étaient des militaires et cela n'a nullement été attesté que la présence de ces derniers ait contribué tant soit peu à freiner la progression du banditisme, du narcotrafic ou du terrorisme islamiste accompagné de prise d'otages. Pour ces commis de l'Etat, la vocation du Représentant de l'Etat n'est pas d'être le chef d'une unité combattante et de descendre dans l'arène, arme au poing en jouant au héros. En tant que Représentant de l'Etat Central, le Chef de circonscription veille au maintien de l'ordre et de la sécurité publique. Pour ce faire, il doit avoir à sa disposition les forces de sécurité et en cas de besoin, les forces armées pour les appuyer et non pas à participer directement à l'exécution des actions de sécurité. En fait, souligne la lettre, le Représentant de l'Etat a besoin de forces de sécurité et militaires professionnelles, bien équipées loyales et républicaines pour exécuter ses missions, qu'il soit lui-même civil ou militaire. Et si l'on devait avoir des doutes sur cette vision, ce serait l'illustration la plus manifeste qu'au Mali, le militaire ou l'agent de sécurité ne peut et ne doit se soumettre à l'autorité civile comme il se doit dans tout Etat moderne démocratique et républicain. Le pouvoir discrétionnaire revendiqué au profit du Gouvernement pour nommer les militaires et les agents des forces de sécurité aux fonctions de Représentants de l'Etat n'est pas contesté par le Syndicat Autonome des Administrateurs Civils (SYNAC) dans son principe, dans la mesure où la nomination des Gouverneurs militaires se situe dans cette logique. Cependant, il y a lieu de faire observer que le poste de Gouverneur a quasiment le même statut que celui d'Ambassadeur ou de Ministre.

SOURCE: Le 26 Mars

Actualités

Le général rwandais Jean-Bosco Kazura dirigera la Minusma au Mali

La force de l'ONU au Mali, la Minusma, sera dirigée par un Rwandais. C'est le général Jean-Bosco Kazura qui a été choisi, malgré l'insistance du Tchad pour prendre ce commandement.

Source : RFI

Projet d'accord de Ouagadougou / Les parties conviennent du désarmement des groupes armés et du déploiement de l'armée à Kidal

Après l'entente presque trouvée hier 10 juin 2013 autour du document de projet d'accord intérimaire de Ouaga entre le gouvernement malien et les groupes armés non terroristes, l'émissaire du président malien Tiebilé Dramé, porteur de ce document, s'est rendu à Bamako à bord d'un vol spécial des Nations-Unies. Le conseiller spécial du président chargé des négociations avec les groupes armés, a tenu à consulter les plus hautes autorités maliennes, avant la signature du projet d'accord intérimaire, afin de lui donner une adhésion beaucoup plus large. « En ce qui concerne la délégation gouvernementale malienne, nous avons reçu un projet d'accord préliminaire. Nous allons de ce pas nous rendre à Bamako pour consultation avec les autorités maliennes et nous reviendrons à Ouagadougou très bientôt », a déclaré à la presse Tiebilé Dramé, émissaire du président malien chargé des négociations avec les groupes armés et chef de la délégation gouvernementale malienne. C'était à l'issue d'une rencontre réunissant la délégation gouvernementale malienne qu'il a conduite à Ouaga, celle conjointe du Mnl-Hcua et la médiation internationale comprenant le médiateur de la Cedeao, le président du Faso Blaise Compaoré, le Haut représentant de la Commission de l'Union africaine, chef de la Misma Pierre Buyoya, le représentant spécial de l'Union européenne pour le sahel, Michel Reveyrand De Menthon, et le représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies au

Mali et chef de la MINUSMA, Albert Gérard Koenders. Selon le ministre des Affaires étrangères du Burkina Faso, Djibril Bassolé, le projet d'accord a été remis aux différentes parties et prend en compte les observations qu'elles ont formulées. « Naturellement les deux parties ont demandé quelques heures pour retourner faire un compte rendu à leur base, et à leurs mandants afin de pouvoir revenir demain pour l'adoption final de ce document ». La médiation a travaillé sur des points qui évoquaient quelques préoccupations, en particulier concernant le redéploiement des forces armées maliennes dans la région de Kidal, selon Djibril Bassolé. « Sur ce point, nous avons obtenu un accord sur le principe. La médiation a surtout travaillé sur les modalités du retour pacifique réussi de l'armée et des forces de sécurité, en même temps que l'administration d'Etat et des services sociaux de base au nord Mali », selon le ministre burkinabé des Affaires étrangères. Le dispositif est idéal dans la mesure où sur le terrain se trouve la Misma et la Minusma, la communauté internationale est fortement impliquée politiquement et militairement aux côtés des Maliens, « toutes les dispositions sont prévues dans l'accord pour qu'il n'y ait aucun incident, aucun désagrément qui puisse rompre la confiance et nous faire perdre l'objectif d'organiser des élections le 28 juillet 2013 », a-t-il rassuré.

Source: Le républicain mali

Le secrétaire d'Etat mauritanien chargé du Maghreb Arabe indésirable à Ouagadougou

Le secrétaire d'Etat mauritanien chargé du Maghreb Arabe, Hamed Ould Hamouni, sera de retour ce soir d'Ouagadougou. Dans la capitale burkinabé Ould Hamouni n'a pas réussi à intégrer la délégation des Arabes de l'Azawad dirigée par Ahmed O Sidi Mohamed. Les autres parties, notamment le MNLA, expriment de fortes réserves sur la légitimité de la délégation des arabes d'Azawad et sur ses rapports avec la Mauritanie dont la position sur le conflit malien est considérée par les mêmes parties comme partielle. Certains milieux maliens vont jusqu'à accuser la Mauritanie d'être en grande partie responsable du début du conflit au Mali. Dans les coulisses des négociations, Ould Hamouni est hors jeu et les suspicions portées contre son pays l'ont isolé de plus.

Source: taqadoumy.com

Economie

Le FMI verse une nouvelle aide au Mali de 15,1 millions de dollars

Le FMI a annoncé lundi le versement d'une nouvelle aide de 15,1 millions de dollars au Mali afin d'aider le pays à combler ses besoins « urgents » de financement après la guerre et assurer la transition jusqu'à l'élection d'un nouveau gouvernement. Le Fonds monétaire international avait déjà octroyé au pays un prêt sans intérêt de 18,4 millions de dollars en janvier, au plus fort de l'intervention militaire menée par la France au Mali pour déloger les insurgés islamistes des grandes villes du Nord. « Le rétablissement du contrôle gouvernemental sur l'ensemble du territoire et le retour du soutien des donateurs préparent la voie à un retour de la croissance » après la récession de 2012, affirme dans un communiqué Min Zhu, le directeur adjoint du FMI.

Source : Essor

Office du périmètre irrigué de Baguinéda : DES AMBITIONS CLAIREMENT AFFICHEES

L'OPIB prévoit de produire de 18.890 tonnes de riz, 4.795 tonnes de cultures sèches (mil, sorgho, maïs de saison et de contre-saison), 19.395 tonnes de produits maraîchers et 231 tonnes de niébé. Le ministre de l'Agriculture, Baba Berthé, a visité samedi les ouvrages et les parcelles de l'Office du périmètre irrigué de Baguinéda (OPIB). La visite a débuté par la prise d'eau du canal principal située sur le barrage des Aigrettes à Sotuba. Cette prise, longue de 44 kilomètres, a été réalisée entre 1926 et 1930, selon les explications données par le directeur général de l'OPIB, Seydou Bassié Touré.

Source : Essor

Préparatifs du Ramadan : LA PROMESSE DE JEUNER SANS STRESS

Les pouvoirs publics annoncent des stocks potentiels suffisants, des prix stables et une exonération de 66.000 tonnes de sucre. L'approvisionnement correct, la disponibilité, l'accessibilité et la question des prix des produits de grande consommation à la veille du mois de Ramadan restent une grande préoccupation dans notre pays. En effet, chaque année, à l'approche du mois béni de Ramadan, les consommateurs maliens renouent avec la traditionnelle angoisse de voir la spectre de la pénurie s'installer avec son corollaire de spéculation sur les produits de première nécessité.

Source : Essor

Interdiction des sachets plastiques non biodégradables : ÇA TRAÎNE !

La loi ne serait toujours pas promulguée à cause de la crise qui vient de secouer notre pays

La décision courageuse d'interdire la production, l'importation, la commercialisation, la détention et l'utilisation de granulés et de sachets plastiques dans notre pays a été saluée par toutes les populations. En effet, les sachets plastiques pullulent dans les rues de Bamako et des autres localités de l'intérieur. Ces déchets font même partie du décor. Vous ne parcourez pas une rue ou ruelle sans piétiner une masse de sachets noirs, verts, jaunes, bleus ou de pochettes d'eau transparentes vidées et jetés sur le sol. Selon les chiffres officiels la part du sachet plastique usé est de 3% dans la composition des déchets municipaux. Les statistiques font ressortir que sur 17.089 tonnes d'emballage plastique produites ou importées, seulement 1.355 à 1.720 tonnes sont recyclées. Les vieux sachets sont facteur de pollution avancée, de maladies. Ils représentent surtout un danger pour les animaux qui les avalent sur le pâturage.

Source : Essor

Une mission d'experts menée par l'UNESCO au Mali afin d'évaluer les dommages causés à son patrimoine culturel

« Tout comme l'UNESCO a sauvé les temples d'Egypte et reconstruit le pont de Mostar, l'UNESCO va reconstruire les mausolées du Mali, » a déclaré Irina Bokova, la Directrice générale de l'UNESCO le 5 juin lors de la cérémonie de remise du Prix UNESCO-Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix au Président français François Hollande. Les premières mesures concrètes en vue de réaliser ce projet ont été prises cette semaine lors d'une mission d'experts menée par l'UNESCO à Tombouctou afin d'évaluer les dommages infligés par les forces rebelles, qui ont occupé la région jusqu'au début de l'année, au patrimoine culturel de la ville. « La destruction du patrimoine culturel perpétrée par des attaques systématiques est profondément déplorable. Quinze mausolées de Tombouctou furent détruits dont neuf inscrits au patrimoine mondial. Nous estimons qu'environ 4200 manuscrits de l'institut des hautes études et de recherches islamiques Ahmed Baba ont été brûlés et que 300 000 autres issus de la région de Tombouctou sont exposés au trafic illicite, » a déclaré Lazare Eloundou-Assomo du Centre UNESCO du patrimoine mondial, qui a dirigé la mission. Plusieurs experts internationaux ont participé à la mission aux côtés de spécialistes maliens. L'équipe malienne a lancé le 28 mai des enquêtes préliminaires dans la ville puis fut rejointe le 6 juin par des membres de l'équipe internationale. L'objectif de la mission était de recueillir autant d'informations que possible sur l'état du patrimoine, ce qu'il faudrait pour le restaurer, le reconstruire et le protéger, et comment cela devrait être organisé. Les résultats seront utilisés pour mettre au point le Plan d'action pour le Mali, élaboré lors d'une réunion de haut niveau organisée au siège de l'UNESCO à Paris le 18 février dernier. L'équipe a rencontré à Tombouctou les dirigeants locaux et les chefs religieux, les autorités administratives et militaires et les personnes responsables de la préservation du patrimoine culturel. Ils ont visité tous les sites endommagés ou complètement détruits et ont examiné les conditions dans lesquelles les manuscrits anciens de la ville sont conservés. Selon leur évaluation, ils proposeront des moyens pour augmenter la capacité locale à gérer et à conserver ce trésor. Préoccupée par la vulnérabilité accrue de ce patrimoine au vol et au trafic illicite, l'équipe a également revu les mesures de sécurité sur place dans les musées et a essayé de trouver un moyen pour les renforcer.

Le patrimoine vivant a particulièrement attiré l'attention. L'équipe d'experts a rencontré les dirigeants locaux afin d'évaluer l'impact de la crise militaire sur leur patrimoine culturel immatériel, sur les pratiques culturelles et religieuses qui définissent les gens de la région puis élaborer une stratégie pour leur renaissance et leur protection. L'équipe entière se réunit aujourd'hui à Bamako pour discuter des résultats de l'enquête qui seront présentés lors d'une conférence de presse à 16h (heure locale) dans la capitale. Plus d'informations sur la réponse de l'UNESCO à la situation au Mali .

Source: UNESCO

Bac 2013 : TOP DEPART !

Les épreuves du baccalauréat session de juin 2012-2013 démarrent ce matin sur l'ensemble du territoire national excepté les localités qui sont sous sécurisation de nos forces armées et ses alliées. On dénombre cette année 112. 503 candidats au baccalauréat repartis dans 216 centres et 4238 salles de classe. Les feuilles d'examen seront corrigées dans les pôles de correction de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Bamako rive gauche et droite. Le pôle de correction de Kayes prendra en charge les candidats des académies de Kayes, Nioro et Kita. Celui de Koulikoro s'occupera de Koulikoro et Kati. Le pôle de correction de Sikasso gère les candidats de Sikasso, Bougouni et Koutiala, alors celui de Ségou sera responsable des feuilles d'examen des candidats des académies de Ségou et de San. Le pôle de correction de la 5ème Région couvrira les académies de Mopti et de Douentza, tandis que celui de Bamako rive gauche prendra en charge les feuilles d'examens des candidats des établissements qui relèvent de son ère géographique. Il en est de même pour la rive droite. Le calcul des moyennes se fait de la façon suivante : les candidats qui ont 10 et plus de moyenne à l'examen passent d'office. Ceux qui auront une moyenne au bac comprise entre 9 et 9,99 peuvent avoir le « secours » de leur moyenne annuelle de classe pour faire l'appoint. Les candidats déplacés des régions du nord inscrits dans les établissements du sud composeront dans ces différentes localités d'inscription, a assuré le directeur du Centre national des examens et concours de l'Education (CNECE), Hassimi Adama Touré. Concernant leurs camarades réfugiés au Burkina-Faso et au Niger des dispositions ont été prises pour qu'ils composent avec les candidats de leur pays d'accueil, car ils ont pu suivre les programmes scolaires dans ces différents pays. Par contre, les candidats réfugiés en Mauritanie composeront en octobre au même moment que leurs camarades restés au nord, a précisé Hassimi Adama Touré

Source : Essor

Sports et culture

Archives : UN SERVICE CENTENAIRE

En prélude à la commémoration de la Journée internationale des archives, la direction nationale des archives du Mali a animé dimanche, à la Bibliothèque nationale, une conférence de presse sur le « Cent ans du service des archives du Mali ». La conférence était animée par le directeur général des archives du Mali, Ali Angoïba, en présence de Souleymane Bréhima Traoré, le représentant le secrétariat général du gouvernement. Le conférencier a expliqué que la célébration de la Journée internationale des archives vise à faire connaître les archives, sensibiliser les décideurs afin qu'ils déploient beaucoup plus d'efforts pour la sauvegarde des riches patrimoines, les mémoires du monde. Il est indéniable, soutient-il, qu'un bon archivage est essentiel pour la sauvegarde du savoir, l'expansion de la culture et la promotion d'une bonne gouvernance. Aly Angoïba est revenu sur les cent ans des archives du Mali, les avancées, les difficultés et surtout les perspectives pour les années à venir.

Source : Essor

Espagne : LE BARÇA EN COLERE CONTRE LES CLUBS ANGLAIS

Depuis de nombreuses années, le centre de formation du FC Barcelone est considéré comme l'un des meilleurs du monde. Si le club catalan s'en sert pour alimenter chaque saison ses onze titulaires, le Barça n'est pas à l'abri d'une certaine forme de pillage de ces meilleurs jeunes éléments. Cela a déjà été le cas par le passé avec les cas Cesc Fabregas, Fran Merida Hector Bellerin et Jon Toral (Arsenal) ou encore Oriol Romeu (Chelsea). Ces dernières semaines, Liverpool, Arsenal et Chelsea continuent de graviter autour de La Masia, espérant encore rafler une ou plusieurs pépites

Source : Essor

Considéré comme pauvre : On lui retire sa femme et ses enfants

Les coutumes de notre société se détériorent de jour en jour. L'argent roi a tout détruit tout sur son passage. Comme c'est le cas de cette famille D à Djanéguéla, en commune VI du district de Bamako. En effet, en novembre 1998, AS dit Filakè, mécanicien de son état, épousa la fille du vieux N.D, B.D. Malgré le fait qu'il était en location, c'était l'entente dans la famille et les conditions avaient commencé à s'améliorer. Mais c'est avec la construction de la maison de N.D que les relations commencent à se dégrader entre les bourankè. Le premier demande au beau fils de A.S de partager le même toit que lui dans sa nouvelle concession. Mais tel n'était pas le souhait le A.S. Ce refus, considéré comme un affront par N.D, est la base de tous les problèmes du couple. Malgré les trois enfants nés de leur union, en fin 2010, la dame du mécanicien rentra chez ses parents alors que son mari se trouvait au lieu de travail. Au retour du travail, le constat est amer. Aucune trace de sa femme. C'est ainsi qu'il envoya un messenger chez ses beaux parents pour avoir d'amples informations sur l'attitude de sa femme. Surprise : on lui crache au visage que sa femme sera remariée à un autre homme. Trois jours après cela, l'ex femme du mécanicien et ses sœurs se déplacent chez son ex mari pour ramasser tout sur leur passage. Encore, une fois en l'absence de Filakè. Choqué par la scène qu'il venait de voir au retour du travail, il s'est rendu chez ses beaux parents. Là bas, on lui fit savoir qu'il pouvait partir avec ses deux enfants. Le dernier né n'avait que deux ans et quelques mois. Ainsi, prend fin leur mariage. Mais au moment de leur séparation, la dame était enceinte. Filakè, en bon père de famille, a pris toutes les charges de son ancienne femme enceinte qui donna naissance à un garçon. Remariée le 23 mai dernier à M.O, A.S n'a pas voulu que ses enfants partent à Sélingué, ville où BD devrait rejoindre son nouvel homme. Malgré ses protestations, B.D a rejoint son mari avec le nouveau né. Là où les choses se compliquent, c'est le refus de la famille de B.D de lui donner ses enfants. **Le dimanche 02 juin 2013**, malheureusement, il a été informé, le grand frère de Adama, résident à Ségou du décès de Lamine Sidibé à Sélingué. Ce dernier a été informé par un anonymat Ce fut la surprise. A.S tente aujourd'hui de s'imprégner des circonstances de la mort de son fils. Jusqu'à présent, aucune lumière sur la mort du petit Lamine. Aujourd'hui, avec les larmes aux yeux, AS réclame son enfant aux deux familles D et O. Alors, on peut dire qu'à cause de l'argent, la famille D a foutu le doigt dans l'œil de AS. Le mécanicien s'apprête à saisir la justice pour éclaircir cette situation.

SOURCE: Inter De Bamako

Parti pour le développement Economique et Social (PDES) : La pagaille...

Le PDES, qui demeure la marque de fabrique de l'ancien Président ATT, passe des moments difficiles de son existence depuis le coup d'état du 22 mars 2012. De nos jours, le parti est au bord de l'implosion si l'on en croit nos informations. « Il ne se passe rien », rétorque un cadre. En réalité, le putsch du Capitaine Amadou haya Sanaogo et ses camarades, a créé une véritable débandade dans les rangs des amis d'ATT, réfugié au Sénégal. C'est le sauve qui peut à en croire ce qui se passe présentement au PDES. Après le repli du Président Ahmed Dané Séméga au Sénégal, lui qui a tenté de se présenter pour la candidature du parti à la prochaine présidentielle, le torchon brûle entre héritiers d'ATT. En fait, précisent nos sources, deux groupes s'affrontent au sein du PDES : celui de Séméga composé entre autres de Mohamed Dibassy, Moulaye Haïdara, Mme Sacko et celui de Ousmane Bah. Certes le parti a signé la plate-forme du FDR qui a de fortes chances selon le climat délétère qui règne, de n'être pas respectée par les uns et les autres. En fait, l'histoire du PDES ressemble fort bien à un film de série « B » où l'unité du parti semble prendre du plomb dans l'aile avec dans l'avenir, des règlements de comptes. Ainsi, le camp d'Ousmane Bah, vieux briscard en politique semble prendre le poil de la « bête » car, il a réussi à faire échouer la candidature de Séméga pour la présidentielle. Celui-ci la mort dans l'âme prendra son avion pour Dakar sans crier gars. Mieux, les anciens Ministres et autres Conseillers de l'ancien Président, ont préféré garder profil bas et certains ont pris d'autres directions. Pour le moment, la bataille pour el contrôle du parti est engagée entre les deux tendances. Qui va l'emporter ?

Source: Mali Demain

Barrage sur le Nil Bleu: l'Égypte renouvelle ses menaces contre l'Éthiopie

Le ton monte entre l'Égypte et l'Éthiopie au sujet d'un barrage qu'Addis Abeba a commencé à construire sur le Nil Bleu. Dans un discours tenu au Caire devant ses partisans, Mohamed Morsi n'a exclu « aucune option pour protéger ses intérêts ». Et ajouté : « Nous ne sommes pas les avocats de la guerre, mais nous ne permettrons jamais que soit mise en péril notre sécurité en matière d'approvisionnement en eau ».

Source : RFI

Cameroun: le président de la Fecafoot, Iya Mohamed, sous les verrous

C'est l'un des patrons les plus controversés du Cameroun. Iya Mohamed, le dirigeant de la Fecafoot, la Fédération camerounaise de football et par ailleurs directeur général de la Sodécoton, une entreprise publique, a été arrêté ce lundi 10 juin à Yaoundé pour malversations. Placé en garde à vue lundi soir, Iya Mohamed est désormais détenu dans une cellule du Sed, le secrétariat d'Etat à la Défense. Le directeur de la Sodécoton a été arrêté plus tôt dans la matinée par la gendarmerie, avant d'être entendu toute la journée sur les faits qui lui sont reprochés : le détournement présumé de fonds dans la gestion de la société publique de coton qu'il dirige

Source : RFI

Négociations autour des élections législatives en Guinée: le bout du tunnel?

Au terme d'une semaine de discussions entre la mouvance présidentielle, le gouvernement et l'opposition, le dossier des législatives s'éclaircit quelque peu. L'opposition a obtenu des concessions sur le vote des Guinéens de l'étranger, et elle serait prête à accepter que l'opérateur technique Waymark-Sabary poursuive le travail de révision du fichier électoral, mais sous certaines conditions. La balle est dans le camp de la Commission électorale (Céni), qui doit désormais estimer le temps que prendra le processus de recensement additionnel.

Source : RFI